



Règlement sportif 2023-2026

WAVESKI SURFING

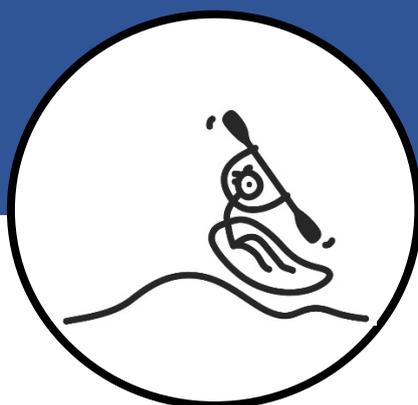


Table des matières

PARTIE 1 : L'ANIMATION NATIONALE	2
Chapitre 1.1 : Présentation de l'animation nationale	2
Chapitre 1.2 : Les Règles de base	3
Section 1.2.1 : Définitions.....	3
Section 1.2.2 : La zone de compétition	3
Section 1.2.3 : Le comportement en compétition	4
Chapitre 1.3 : Les Officiels	4
Section 1.3.1 : Les juges et arbitres.....	4
Section 1.3.2 : Les officiels techniques.....	6
Section 1.3.3 : Le délégué antidopage fédéral	7
Section 1.3.4 : Les instances de décision.....	7
Section 1.3.5 : Les réclamations et sanctions.....	8
Chapitre 1.4 : Équipements et sécurité.....	9
Section 1.4.1 : Généralités.....	9
Section 1.4.2 : Le payeur.....	10
Section 1.4.3 : L'embarcation	11
PARTIE 2 : LES RÈGLES D'ORGANISATION DES COMPÉTITIONS	12
Chapitre 2.1 : L'organisation sportive	12
Section 2.1.1 : Définitions.....	12
Section 2.1.2 : L'organisation	15
Section 2.1.3 : Les différentes compétitions et classements	15
Section 2.1.4 – Animation Régionale	16
Section 2.1.5 – Animation Interrégionale	16
Section 2.1.6 – Animation Nationale.....	17
Chapitre 2.2 : Organisation de la compétition	17
Section 2.2.1 : Le déroulement des compétitions.....	18
Section 2.2.2 : Les règles particulières à l'activité.....	29
Section 2.2.3 : Les irrégularités	29
Section 2.2.4 : Les sanctions qui en découlent.....	29
Section 2.2.5 : Les résultats.....	29
Chapitre 2.3 : L'organisation administrative	29
Section 2.3.1 : Le déroulement des compétitions.....	29
Section 2.3.2 : Inscription pour compétiteur étranger ou candidat à un examen.....	30
Section 2.3.3 : Les Règles de surclassement	31

Section 2.3.4 : Les Manifestations de Loisir	31
PARTIE 3 : LE CADRE GÉNÉRAL	31
Chapitre 3.1 : L'élaboration des règlements nationaux.....	32
Section 3.1.1 : Introduction.....	32
Section 3.1.2 : Architecture du Règlement	32
Chapitre 3.2 : Les Commissions Nationales d'Activité	33
Section 3.2.1 : Le Fonctionnement des Commissions	33
Section 3.2.2 : Le Calendrier des Commissions Nationales d'Activité.....	34
Chapitre 3.3 : Les compétitions de sélection des équipes de France	35
Chapitre 3.4 : Les Compétitions Internationales.....	35

PARTIE 1 : L'ANIMATION NATIONALE

Chapitre 1.1 : Présentation de l'animation nationale

Article RG 1-Activités concernées

Discipline	Plan d'eau	C.N.A concernée
Sprint (Fond inclus)	Eau Calme	Course en Ligne-Marathon-Paracanoë
Descente	Eau Vive	Descente
Dragon-Boat	Eau Calme	Dragon-Boat
Freestyle	Eau Vive	Freestyle
Kayak-Polo	Eau Calme	Kayak-Polo
Marathon (Short Race inclus)	Eau Calme	Course en Ligne-Marathon-Paracanoë
Océan Racing	Mer	Ocean Racing-Va'a
Paracanoë	Eau Calme	Course en Ligne-Marathon-Paracanoë
Rafting	Eau Vive	Freestyle
Slalom	Eau Vive	Slalom
Slalom Xtrem	Eau Vive	Slalom
Va'a	Eau Calme / Mer	Ocean Racing-Va'a
Waveski-Surfing	Mer	Waveski-Surfing

Article RP-WAS - 1 - Présentation de l'activité concernée

À l'origine utilisé par les secouristes des plages australiennes pour aller chercher les nageurs en difficulté, il est devenu, au fil de son histoire et des évolutions des formes, un engin de surf à part entière. C'est en 1985 qu'apparaissent les premiers pionniers de l'activité en France.

Il se pratique en mer sur des spots de vague. Les vagues du littoral ne pouvaient pas rester ignorées des kayakistes. Le Waveski-Surfing est un compromis entre le kayak et le surf, à ce titre les sites de pratique sont forcément les mêmes que ceux du surf.

Le but est de surfer en exécutant des manœuvres en alliant vitesse, radicalité et fluidité, sur la plus grosse ou la plus belle vague possible et en exploitant celle-ci au maximum.

Article RP-WAS - 2 - Description de l'Animation Nationale de l'Activité

Territorialité	Titre de la manifestation	Commentaires	Période indicative dans la saison
NATIONAL	Championnat de France		Fin octobre / début novembre sauf exception
NATIONAL	Coupes de France N1	Trois à cinq compétitions	Entre janvier et novembre, sauf exception (DOM notamment)
REGIONAL	Calendrier déterminé par le Comité Régional		N'importe quand dans la saison
REGIONAL	Calendrier et nombre de compétitions déterminés par le Comité Régional		N'importe quand dans la saison

Chapitre 1.2 : Les Règles de base

Section 1.2.1 : Définitions

Article RG 2 - La saison sportive de l'année " N "

La saison sportive commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Article RG 3 - Prérogative du corps arbitral pendant la compétition

Une compétition débute lors du premier entraînement officiel sur la zone de compétition, à défaut au début du 1er match ou du 1er départ et se termine après la dernière remise des médailles / récompenses ou publication des résultats sur la zone de compétition. Durant cette période, les membres du corps arbitral, habilités, selon leurs compétences, peuvent sanctionner les licenciés. En dehors de cette période, un licencié peut informer le Bureau Exécutif de tous faits contraires aux règlements sportifs.

Article RG 4 - Définition d'un entraînement officiel

Les périodes d'entraînement officiel sont définies et annoncées par l'organisateur. Elles se déroulent avant, ou le cas échéant, entre les phases de course ou entre les périodes de match.

Section 1.2.2 : La zone de compétition

Section 1.2.3 : Le comportement en compétition

Article RG 5 - La sécurité

Un compétiteur peut encourir une sanction disciplinaire et/ou financière en cas de non-respect des règles de sécurité relatives aux embarcations et aux équipements de protection individuelle, décrits dans le Règlement Sportif.

Les Annexes des Règlements Sportifs préciseront ces sanctions.

Tout participant à une compétition est tenu de porter secours à toute personne en danger sur une compétition.

Tout licencié qui adopte des comportements qui pourraient s'avérer dangereux pour lui-même, pour d'autres compétiteurs, pour des sauveteurs ou des spectateurs encourt une sanction en fonction de la gravité des faits.

Article RG 6 - Les fraudes

Des sanctions notamment financières à l'attention du club, sont prévues pour toutes fraudes, ou tentatives de fraude, portant sur l'inscription ou la participation à une compétition. Les Annexes des Règlements Sportifs préciseront ces sanctions.

Article RG 7 - Le comportement

Toute agression, même verbale vis-à-vis d'un compétiteur, du public, pendant toute la durée de la compétition, peut entraîner une sanction. En cas de comportements irrespectueux, violents ou en contradiction avec l'éthique sportive, tout licencié de la FFCK peut être sanctionné, même en tant que simple spectateur.

Les auteurs d'une agression visant une personne chargée d'une mission de service public, à l'occasion de l'exercice de sa mission (Arbitre, Juge, Juge-Arbitre) peuvent encourir les peines aggravées prévues au Code pénal (Articles 221-4, 222-3, 222-8, 222-10, 222-12, 222-13 et 433-3).

En cas de mauvais comportement, les dirigeants, les entraîneurs, et les chefs d'équipes, peuvent encourir les sanctions suivantes : disqualification, déclassement de leurs athlètes ou équipes, ou avertissement.

Article RG 8 - La cérémonie protocolaire

La remise des récompenses fait partie de la compétition. Elle s'effectue en conformité avec le protocole prévu au guide de l'organisateur. Les compétiteurs qui reçoivent une récompense doivent être présents à cette cérémonie et en respecter le protocole. Sur tous les Championnats de France, les compétiteurs qui reçoivent une récompense doivent porter une tenue officielle de leur club ou, à défaut, une tenue correcte.

Chapitre 1.3 : Les Officiels

Article RG 9 - Officiels

Cf. l'Annexe 7 « Juges et Arbitres » du Règlement Intérieur de la FFCK.

Section 1.3.1 : Les juges et arbitres

Article RP WAS 3 - La composition de l'équipe de juges officiels pour une compétition

L'équipe de juges requise pour l'organisation d'une compétition d'au moins quatre juges. Parmi eux un juge-arbitre est désigné par la CNA lorsque c'est possible pour chaque compétition. Cette équipe peut si besoin être complétée par des compétiteurs si le nombre de juges n'est pas suffisant et ce suivant le schéma de rotation décrit à l'article RP WAS 37.

Article RP WAS 3 - La composition de l'équipe de juges pour une série

L'équipe de juges est composée d'au moins trois juges et un chef juge. Cette équipe est constituée parmi les juges officiels, et d'éventuels compétiteurs lorsque nécessaire. Le juge-arbitre peut ou non faire partie de cette équipe.

Ils sont placés de façon à bien cerner le déroulement de la série en cours. Lors des séries avec système de priorité, un juge supplémentaire est dédié à ce poste. Voir annexe.

Article RP WAS 4 - Rotation des postes de juges, éligibilité et défraiement

Il est possible d'organiser une rotation des postes de juges au cours de la compétition à condition que la même équipe reste en place durant tout le déroulement d'une série. Les juges nommés par la CNA, doivent figurer sur la liste des juges arbitres. Ils sont au nombre de 10 maximum. Seuls 4 ont leur déplacement pris en charge par la CNA dans la mesure où leur déplacement est groupé par région. Leur hébergement et repas sont dans la mesure du possible pris en charge par l'organisateur.

Article RP WAS 5 - Les juges

Ils évaluent les figures effectuées, le choix de la vague et l'exploitation de celle-ci, la vitesse, la radicalité et la fluidité. Les juges transmettent leurs notes au Chef Juge en fin de série, qui les reporte sur la feuille de notation (papier ou informatique). Un quatrième juge lui définit dans les situations de priorités les ordres de priorité et les affiche sur le dispositif prévu pour communiquer leur position aux athlètes.

Article RP WAS 5.1 - Rôle du Juge Arbitre

Organiser une réunion des juges officiels chaque début de journée de compétition, elle aura pour objet de rappeler les critères de jugement et de préciser les conditions de mer et chaque fin de journée de compétition, elle aura pour objet de faire un bilan sur le déroulement de la journée et de discuter sur les difficultés rencontrées. Le Juge Arbitre pourra convoquer de telles réunions chaque fois qu'il le jugera nécessaire.

Il met en place dans la mesure du possible un tableau de rotation pour les équipes de chef-juges/juges pour chaque journée de compétition. Voir exemple en annexe.

Article RP WAS 5.2 - Rôle du Chef juge

Le chef juge est désigné pour chaque série par le juge arbitre. Il doit s'assurer que les juges posent les notes de manière cohérentes les unes par rapport aux autres, et doit leur demander une correction en cas d'écart trop important. Il s'assure aussi de l'application des règles de priorité/interférences dans les systèmes de priorité classique ou imposés.

Article RP WAS 5.3 – Responsabilités

Le Juge-arbitre est responsable des actes suivants :

- Mettre à l'écart les juges dont la qualification ou l'impartialité font l'objet de doutes.
- Organiser un tableau de rotation des juges.
- Demander au directeur de compétition une interruption momentanée de la compétition en cas de litige

Le chef juge de la série en cours est responsable des actes suivants :

- Donner le départ des séries.
- S'assurer de la fiabilité des critères d'évaluation et de l'utilisation de l'échelle de notes.
- Exiger d'un juge une éventuelle modification d'une note, s'il considère que par rapport aux autres juges sa note a été surévaluée ou sous- évaluée.
- S'assurer que les règles d'interférence sont appliquées.
- S'assurer du décompte des vagues, et que les couleurs des compétiteurs sont clairement identifiées par les juges.
- Reconstituer la note de toute vague manquante.
- Annoncer dans la mesure du possible aux compétiteurs qu'ils ont atteint leur quota maximal de vagues.

Article RP WAS 6 - Désignation des juges

Sur les compétitions nationales, les juges et le Juge Arbitre sont désignés par la Commission Nationale d'Activité.

Section 1.3.2 : Les officiels techniques

Article RP WAS- 7 – Présentation des différents officiels techniques

Article RP WAS 7.1 - Le responsable de l'organisation (R1)

Il est responsable de l'ensemble du déroulement de la compétition, tant en ce qui concerne la phase de préparation, la phase de déroulement, que la phase postérieure au déroulement. Pour réaliser cette tâche, il se réfère au guide de l'organisation et au présent règlement.

Article RP WAS 7.2 - Le délégué de la Commission Nationale d'Activité

Il veille au bon déroulement de la compétition en accord avec le règlement sportif et le guide de l'organisateur.

Article RP WAS 7.3 - Le gestionnaire de compétition

Il assure la gestion générale de la compétition, le suivi de la validation des pénalités proposées par le chef juge et la publication des résultats.

Il assure la mise à jour du tableau des séries, en répartissant les compétiteurs dans celles-ci, dès que le résultat de la série est officiel en respectant les clés de répartitions.

Article RP WAS 7.4 - Le spotter

Il annonce la série en cours et la couleur des compétiteurs sur le plan d'eau et ceux de la série suivante. Sous la directive du Chef Juge, il peut lancer le début de la série.

Article RP WAS 7.5 - Le responsable de la pavillonnaire

Il gère la visibilité des différents panneaux de couleurs et leurs changements, sous les ordres du chef juge.

Article RP WAS 7.6 - Le responsable informatique

Il assure le suivi de la gestion informatique de la compétition.

Article RP WAS 7.8 - Cumul des fonctions

En cas de besoin, un officiel peut cumuler plusieurs fonctions.

Section 1.3.3 : Le délégué antidopage fédéral

Article RG 10 - Réglementation de l'Agence Française de Lutte contre le Dopage (A.F.L.D.) sur l'organisation de manifestations sportives

Conformément à l'article R.232-48 du Code du Sport, les organisateurs de compétitions ou de manifestations sportives prévues au calendrier de la FFCK sont tenus de prévoir la présence d'un délégué antidopage fédéral lors de toute compétition ou manifestation sportive, ou selon l'article D.232-47 une personne désignée par la Fédération chargée de l'assister en cas d'absence de désignation d'un délégué fédéral ou d'inexécution de la part du délégué fédéral de son obligation mentionnée à l'article R.232-60. En l'absence d'escortes (prévues à l'article R.232-56 du Code du Sport) mises à sa disposition et formées à cet effet, la personne chargée du contrôle peut décider soit de procéder au contrôle, soit de l'annuler. Dans ce dernier cas, elle établit un rapport à l'intention de l'Agence Française de Lutte contre le Dopage et en transmet une copie à la fédération sportive intéressée.

La formation du délégué antidopage fédéral est conforme au Code du Sport. Il facilite les relations entre l'organisateur, les sportifs et le préleveur. Il désigne les escortes mises à la disposition de la personne chargée du contrôle anti-dopage.

Article RG 11 - Nomination du Délégué Antidopage fédéral

Dans le cas où la Commission Nationale d'Activité concernée n'a pas nommé de Délégué Commission Nationale d'Activité, qui deviendrait le délégué antidopage fédéral en cas de contrôle, le responsable de l'organisation est chargé de désigner un délégué antidopage fédéral sur place.

Section 1.3.4 : Les instances de décision

Article RP-WAS- 8 – Comité de Compétition

Article RP WAS 8.1 – Composition

Il est composé de trois personnes :

- Le Juge Arbitre qui préside le comité de compétition,
- Le responsable de l'organisation (R1),
- Le représentant des athlètes.

Les membres du comité de compétition doivent statuer en toute indépendance et impartialité, dans le cas où l'un d'entre eux est impliqué dans le dossier à traiter par ce comité, il devra s'abstenir d'intervenir.

Article RP WAS 8.2 – Rôle

Il est obligatoire pour les épreuves nationales et régionales. Il peut, s'il l'estime nécessaire, reporter ou annuler la compétition, et décider de recourir une série s'il est avéré que le règlement n'a pas été appliqué. Le comité de compétition gère l'épreuve dans tous ses aspects. Il peut, si des facteurs imprévus ne lui permettent pas de clôturer une compétition dans les délais prévus :

- Transformer des éliminatoires doubles en éliminatoires simples pour une ou plusieurs épreuves,
- Faire courir la série sur plusieurs spots de façon simultanée.

Le comité de compétition doit prendre soin de rectifier les tableaux et d'en informer les compétiteurs au plus tôt, dans le cadre de modifications aux règles de course et notifications aux compétiteurs. Si la compétition doit s'achever à une date ultérieure, elle l'est sur le même site dans un délai de 15 jours.

Article RG 12 - Jury d'Appel

Article RG 12.1 - Compétences du Jury d'Appel

D'un point de vue sportif : deuxième instance de décision. Il se réunit sous la responsabilité de son Président, suite à une réclamation écrite d'un licencié FFCK. Il vérifie la conformité de la procédure employée par le juge arbitre.

D'un point de vue disciplinaire : première instance de décision Il peut :

- S'autosaisir ou être saisi par tout licencié lors d'un comportement antisportif ou d'un problème d'incivilité d'un licencié durant la compétition. Dans ce cas, il doit établir un rapport reprenant les faits et sa décision, qu'il transmet au Président de la FFCK ;
- Prononcer les sanctions suivantes : avertissement, pénalité sportive, pénalité financière, déclassement et disqualification conformément aux règles particulières de l'activité.

Article RG 12.2 - Composition

Au niveau régional, il se compose de trois personnes :

- Du Président de la Commission Régionale de l'Activité ou de son représentant (Président du Jury d'Appel),
- Du responsable de l'organisation ou de son représentant (qui ne peut pas être un compétiteur),
- D'un représentant soit des chefs d'équipes, soit des entraîneurs, soit des compétiteurs.

Au niveau national et interrégional, il se compose de trois personnes :

- Du Président de la Commission Nationale d'Activité ou de son représentant (Président du Jury d'Appel),
- Du responsable de l'organisation ou de son représentant (qui ne peut pas être un compétiteur),
- D'un représentant soit des chefs d'équipes, soit des entraîneurs, soit des compétiteurs.

Aux Championnats de France, il doit être séparé du Comité de compétition. Il se compose de quatre personnes :

- D'un membre du Bureau Exécutif ou de son représentant (Président du Jury d'Appel avec un droit de vote double en cas de blocage),
- Du Président du Comité Régional de Canoë-Kayak d'accueil ou de son représentant,
- D'un membre du Conseil Fédéral ou de son représentant nommé par le Président du Conseil Fédéral,
- Du Président de la Commission Nationale d'Activité ou de son représentant. Les membres du Jury d'Appel doivent statuer en toute indépendance et impartialité, dans le cas où l'un d'entre eux est impliqué dans le dossier à traiter par ce jury, il devra être remplacé.

Section 1.3.5 : Les réclamations et sanctions

Article RG 13 - Appel

D'un point de vue sportif, les faits de jugement ne peuvent pas faire l'objet d'un appel au jury. Le représentant du club de l'embarcation (obligatoirement licencié FFCK), peut faire appel au jury s'il pense qu'il y a une anomalie dans la procédure de prise de décision du juge arbitre ou du comité de compétition. Le recours au jury d'appel doit être effectué auprès du président du jury dans un délai de 20 minutes après l'affichage de la décision du juge arbitre ou du comité de compétition. Celui-ci doit être formulé par écrit, en spécifiant le point de procédure contesté dans la prise de décision du juge arbitre ou du comité de compétition. Le recours est accompagné d'une caution de 75€ (chèque à l'ordre de la « FFCK »). En cas de

décision favorable à l'athlète, la caution lui est rendue. Dans le cas contraire, la caution est encaissée. D'un point de vue disciplinaire, tout licencié peut saisir le jury d'appel lors de comportements anti sportifs. Le jury peut consulter les juges et les autres officiels techniques afin d'obtenir les informations nécessaires pour pouvoir rendre sa décision et entendre les parties mises en cause. Le jury doit motiver, rédiger sa décision et l'afficher sur le panneau officiel de la compétition en y précisant l'heure d'affichage.

Cette décision est susceptible d'un appel devant la Commission disciplinaire de première instance (Commission Nationale de Discipline) de la FFCK.

Chapitre 1.4 : Équipements et sécurité

Section 1.4.1 : Généralités

Article RG 14 - Obligations de sécurité

L'organisateur de manifestation est lié à une obligation générale de sécurité et de prudence imposée par la loi, par tout texte fédéral en rapport avec la sécurité, par les règlements sportifs et le guide de l'organisateur en vigueur. C'est pourquoi, chaque manifestation se réfère aux conditions de sécurité en vigueur, adaptées à l'âge, au niveau des pratiquants, aux conditions climatiques et aux difficultés du parcours.

Article RG 15 - Equipements de sécurité et contrôle

Article RG 15.1 - Définition

Les équipements de sécurité peuvent comprendre :

- Pour le pagayeur : le gilet d'aide à la flottabilité, le casque, et les chaussons,
- Pour l'embarcation : la flottabilité de l'embarcation et le système de préhension des embarcations.

Article RG 15.2 - Responsabilité

L'organisateur de la compétition met en place les éléments nécessaires au contrôle des équipements de sécurité. Ce contrôle est effectué sous la responsabilité du juge arbitre.

Article RG 15.3 - Modalités

La réalisation de ce contrôle est facultative. Il peut néanmoins être fait à la demande du R1 de l'organisation ou d'un juge arbitre. Le contrôle peut être total, aléatoire ou ne porter que sur certains équipements de sécurité. Le contrôle peut être réalisé à tout moment de la compétition.

Article RG 15.4 - Sanction

En cas de non satisfaction à ce contrôle, le juge arbitre :

- Interdit le départ du compétiteur si le contrôle a lieu avant le départ pour la phase de course ou phase de match concernée,
- Peut disqualifier le compétiteur si le contrôle a lieu après l'arrivée pour la phase de course ou après la fin de match concernée.

Article RP WAS 9 – Pénalités

Des pénalités peuvent être infligées pour différentes causes :

- Concurrent surfant dans la zone de course avant ou après sa série,
- Surf dangereux, contact avec un adversaire,
- Surf au-delà de la 10ème vague,
- Concurrent surfant sans dossard,

Refus de priorité.

Pour toutes les pénalités : retrait de 50% de la meilleure note. Ces pénalités sont proposées par le Chef Juge au comité de compétition qui prend la décision finale.

Article RP WAS 10 – Sanctions

Les sanctions sont décidées par le comité de compétition. Tout concurrent ne faisant pas partie de la série et qui surfe dans la zone de compétition, est pénalisé. Un compétiteur peut être disqualifié si :

- Il refuse de continuer à participer à la compétition sans raison valable (validation du directeur de course/ jugement et course),
- Il y a non-assistance à un autre coureur en difficulté,
- Il est absent pour le jugement de la série qui lui a été attribuée.

Article RP WAS 11 – Réclamations

Un compétiteur qui estime avoir été lésé pendant la course, peut émettre une réclamation en déposant une requête auprès du président du comité de compétition. Cette réclamation doit être déposée dans les 15 minutes qui suivent l’affichage des résultats par le biais d’une demande écrite accompagnée d’un chèque de caution de 30€ à l’ordre de la « FFCK ». Le Juge Arbitre réunit le comité de compétition qui statuera. A la suite, le Juge Arbitre établit un rapport qui sera affiché lors de la compétition sur l’affichage officiel. Le délai de réclamation est de 15 min après affichage des résultats provisoires.

La réclamation doit comprendre :

- La couleur du maillot du réclamant,
- La couleur du maillot contre lequel il réclame,
- Le numéro de la série au cours de laquelle a eu lieu l’incident,
- Une vidéo de la série lorsque c’est possible.

Si la réclamation est déclarée recevable, le chèque de caution est restitué.

Section 1.4.2 : Le payeur

Article RP WAS 12 - Le gilet d’aide à la flottabilité

Article RP WAS 12.1 - Cas général

Le port du gilet d’aide à la flottabilité n’est pas obligatoire pendant les compétitions de Waveski Surfing conformément à l’article RG 15.1.

Article RP WAS 12.2 - Cas particulier

Le comité de compétition peut, au regard de conditions particulières pendant une compétition, rendre obligatoire le port du gilet d’aide à la flottabilité.

Article RP WAS 13 - Le casque

Le comité de compétition peut, au regard de conditions particulières pendant une compétition, imposer le port d'un casque pour la pratique du canoë-kayak (NF EN 1385) ou d'autres sports de glisse disposant d'un marquage CE.

Cette décision est prise en début de journée, ou au début d'une nouvelle manche en cours de journée, si les conditions le demandent.

Article RP WAS 14 - Port des chaussons

Le comité de compétition peut, au regard de conditions particulières pendant une compétition, imposer le port des chaussons.

Article RP WAS 15 - La combinaison

Une combinaison isotherme (au minimum un shorty - Débardeur) est obligatoire si la température de l'eau est inférieure à 18°C.

Article RP WAS 16 - Les éléments facultatifs

Les risques d'hypothermie sont fortement diminués par l'utilisation d'équipements complémentaires facultatifs mais agissant de façon importante sur la sécurité du pratiquant, à savoir : cagoule et bottillons isothermes. Ces deux éléments sont par conséquent fortement recommandés.

Se conformer au RP de chaque discipline qui précise impérativement les modalités du port des chaussons.

Section 1.4.3 : L'embarcation

Article RG 16 - Embarcations et modes de propulsion

Les différentes catégories d'embarcations autorisées dans chaque activité, sont précisées dans leur règlement particulier. En Kayak, le pagayeur est en position assise et propulse l'embarcation à l'aide d'une pagaie double. En Canoë, le pagayeur, est en position à genoux et propulse l'embarcation à l'aide d'une pagaie simple. En Dragon-Boat, Raft et Pirogue, le pagayeur est en position assise et propulse l'embarcation à l'aide d'une pagaie simple. En Stand Up Paddle, le pagayeur est en position debout et propulse avec une pagaie simple. Les pagaies ne doivent en aucun cas, être fixées sur l'embarcation.

Article RP WAS 17 - Définition du flotteur

Le flotteur (kayak de vague) doit avoir une portance suffisante pour permettre même en cas de dommage de pouvoir soutenir le pagayeur à la surface.

Le flotteur doit être équipé d'au moins un aileron directionnel et doit comporter un point d'attache de leash. Pour chaque flotteur, le leash, la sangle ventrale et les footstraps doivent être en bon état.

Article RP WAS 18 - Les accessoires

Les footstraps et l'ensemble ceinture/boucle doivent présenter les garanties optimales de sécurité.
Sangle de ceinture : large (4/5 centimètres de largeur minimum) et semi-rigide.

Les sangles cale-cuisse sont également autorisées.

Boucle : spécialement adaptée au Waveski-Surfing, il faut exclure les boucles du type ceinture de sécurité automobile ou aviation.

Article RP WAS 19 - Le leash

Article RP WAS 19.1 - Cas général

Le leash, reliant le pagayeur au flotteur, est obligatoire pour les compétiteurs.

Article RP WAS 19.2 - Cas particulier

Le comité de compétition peut, au regard de conditions particulières pendant une compétition, proposer de ne pas imposer le leash.

Article RP 20 - Système de préhension des embarcations

Les sangles et foot straps forment le système de préhension.

PARTIE 2 : LES RÈGLES D'ORGANISATION DES COMPÉTITIONS

Chapitre 2.1 : L'organisation sportive

Section 2.1.1 : Définitions

Article RG 17 - Catégories d'âges par année civile.

Décomposition des Jeunes en catégories

Catégorie jeunes U12 dépendant de l'animation Mini-Pag et de l'animation régionale et départemental, mais ne pouvant pas participer à l'animation nationale.

Age dans l'année	Catégorie	Appellation	Spécificités
7 ans	Mini pagaie	U 7	U12 (Pas d'animation nationale pour ces catégories d'âge) faisant partie de l'Animation Mini-Pag au niveau départemental et régional ou inter-régional au même titre que les Minimes et les Cadets jusqu'à Pagaie Jaune
8 ans		U 8	
9 ans	Poussin	U 9	
10 ans		U 10	
11 ans	Benjamin	U 11	
12 ans		U 12	

Les catégorie Jeunes pouvant participer à l'animation nationale se décompose entre la 13^{ème} et la 18^{ème} année. Le découpage des catégories d'âge se fera sur les trois possibilités proposées aux Commissions Nationales d'activités (J1 ou J2 ou J3, au sein des règles particulières ou dans les annexes annuelles du Règlement sportif de la discipline. Il est possible de regrouper des catégories, en particulier au regard des participations des années passées.

Age dans l'année	Au choix de la CNA		
	Solution J1	Solution J2	Solution J3
13 ans	U 15	U 13	Minime
14 ans		U 14	
15 ans		U 18	U 16
16 ans	Junior		Junior
17 ans			
18 ans			

Décomposition des Adultes en catégories

Catégorie des Adultes de 19 à 34 ans pouvant participer à l'animation nationale. Le découpage des catégories d'âge se fera au choix des trois solutions proposées (S1, S2 ou S3), par les Commissions Nationales d'activités, dans les annexes annuelles du Règlement sportif de la discipline :

Age d'ans l'année	Au choix de la CNA		
	Solution S1	Solution S2	Solution S3
19 ans	U 21	U 23	Senior
20 ans			
21 ans			
22 ans	M 22	M24	
23 ans			
...			
33 ans			
34 ans			

Catégorie Adultes des vétérans pouvant participer à l'animation nationale. Le découpage des catégories d'âge se fera au choix des deux solutions proposées (M1 ou M2 ou M3) sachant qu'il est possible de regrouper des catégories Vétérans sur d'autres principes, selon la description soit dans des Règlements Sportifs disciplinaires soit dans les annexes annuelles :

Age dans l'année	Au choix de la CNA		
	Solution M1	Solution M2	Solution M3
35 à 39 ans	Vétérán 1 (V1)	M 35 (Master 1)	Master
39 à 44 ans	Vétérán 2 (V2)		
45 à 49 ans	Vétérán 3 (V3)	M 45 (Master 2)	

50 à 54 ans	Vétéran 4 (V4)		
55 à 59 ans	Vétéran 5 (V5)	M 55 (Master 3)	
60 ans et plus	Vétéran 6 (V6)		

Article RP 21 - Catégories d'âges

Article RP WAS 21.1 - Les épreuves en coupe de France

Les coupes de France sont ouvertes aux épreuves suivantes :

K1U16	Kayak homme et dame de 13 à 16 ans
K1U21	Kayak homme et dame de 17 à 21 ans
K1H OPEN	K1 homme 13 ans et plus
K1D OPEN	Kayak dame 13 ans et plus
K2M OPEN	Kayak biplace mixte 13 à 34 ans et plus (1 HOMME et 1 FEMME par équipage)
K1H PARA	Kayak homme parawaveski de 13 à 34 ans et plus
K1D PARA	Kayak dame parawaveski de 13 à 34 ans et plus

Article RP WAS 21.2 - Les épreuves susceptibles d'être ouvertes au championnat de France

Le championnat de France est susceptible d'être ouvert pour les épreuves suivantes :

K1U16	Kayak homme et dame de 13 à 16 ans
K1U21	Kayak homme et dame de 17 à 21 ans
K1H OPEN	K1 homme 13 à 34 ans et plus
K1D OPEN	Kayak dame 13 à 34 ans et plus
K2M OPEN	Kayak biplace mixte 13 à 34 ans et plus (1 HOMME et 1 FEMME par équipage)
K1 MASTER OPEN	Kayak homme et dame de 35 ans et plus
K1H PARA	Kayak homme parawaveski de 13 à 35 ans et plus
K1D PARA	Kayak dame parawaveski de 13 à 35 ans et plus

Article RP WAS 21.3 - Regroupement des épreuves

Les épreuves et regroupements éventuels, sont précisés par les organisateurs sur le calendrier ou sur les invitations pour chaque compétition.

Article RG 18 - Regroupement de plusieurs catégories d'âge

La définition d'une épreuve inscrite au programme d'une compétition peut permettre le regroupement de plusieurs catégories d'âge (Exemple : le Dragon Boat peut regrouper dans un bateau jeune, les catégories U18 et U21).

Article RG 19 - Catégories d'âge des compétiteurs pouvant participer à une compétition d'une animation suivant la territorialité

Territoire	Catégories d'âge possibles
National	Minime à Vétéran
Interrégional	Minime à Vétéran
Régional pour des épreuves donnant accès à un classement national	Minime à Vétéran

Régional pour des épreuves ne donnant pas accès à un classement national	Définies par le Comité Régional de Canoë-Kayak dans lequel se déroule la compétition.
--	---

Section 2.1.2 : L'organisation

Article RG 20 - Organisation des compétitions

La FFCK peut déléguer l'organisation des compétitions (prérogative déléguée par l'Etat à la FFCK) à ses organes déconcentrés (Comités régionaux ; Comités départementaux) ou à ses structures membres. Par ailleurs, la FFCK peut conclure, avec d'autres fédérations, notamment affinitaires, des conventions ayant pour objet le développement de la pratique sportive de compétition.

Section 2.1.3 : Les différentes compétitions et classements

RG 21 - Le type d'une épreuve :

Il y a trois types d'épreuve :

- Les épreuves individuelles : Une épreuve est individuelle lorsque chaque rang de classement est attribué à une seule embarcation et à une seule personne.
- Les épreuves par équipage : Une épreuve est par équipage lorsque chaque rang de classement est attribué à une seule embarcation de plusieurs personnes concourant ensemble.
- Les épreuves par équipe : Une épreuve est par équipe lorsque chaque rang de classement est attribué à plusieurs embarcations concourant ensemble.

Article RG 22 - Définition d'un Championnat

Un Championnat rassemble les compétiteurs de l'activité sur un territoire donné au travers d'un programme de compétition basé sur des épreuves par catégorie d'âge ou par niveau de compétition.

Une participation à un Championnat de France est soumise à des conditions définies dans les RP et ou annexes de chaque discipline.

Article RP 22 - Une Coupe

Les Coupes de France sont composées de 5 compétitions maximum en métropole et libre dans les DOM TOM (sous validation de la CNA) servant à établir le classement numérique national avec le Championnat de France.

Il n'y a pas de critère de sélection. Tous les licenciés titulaires d'une carte d'adhésion "compétition" ont la possibilité d'y avoir accès.

RG 23 - Les Compétitions « LIBRE » :

Les compétitions régionales, interrégionales ou nationales « LIBRE » sont inscrites au calendrier annuel de la FFCK dans le respect du présent règlement et des règles de sécurité. Les invitations, programmes et règlements spécifiques sont à l'initiative de l'organisateur. Les compétitions « LIBRE » ne peuvent donc pas être prises en compte dans le classement national individuel des compétiteurs.

Article RG 24 - Territorialité d'un Championnat ou d'une Coupe

Un seul titre de « Champion » ou de « vainqueur de Coupe » peut être délivré par territoire, par saison sportive, par activité, par épreuve. Une Coupe ou un Championnat ont une territorialité définie : national, interrégional, régional ou départemental.

Article RG 25 - Dénomination du vainqueur d'un Championnat ou d'une Coupe

Pour toutes les disciplines

Niveau	Championnat	Coupe
National	Champion de France	Vainqueur de la Coupe de France
Interrégional	Champion Interrégional	Vainqueur de la Coupe Interrégionale
Régional	Champion Régional	Vainqueur de la Coupe Régionale
Départemental	Champion Départemental	Vainqueur de la Coupe Départementale

Cas particulier du Stand Up Paddle : En raison de la délégation du SUP à la Fédération Française de Surf, le titre de Champion de France ne peut être attribué par la FFCK, selon le Code du Sport. Par contre, conformément à cette Loi, il est possible pour une Fédération agréée de donner des titres nationaux, régionaux et départementaux et donc des titres de la FFCK. Soit conformément au code du sport :

Niveau	Titre attribué
National	Champion National FFCK SUP + épreuve
Régional	Champion Régional FFCK SUP + épreuve + Région
Départemental	Champion Départemental FFCK SUP + épreuve + Département

Section 2.1.4 – Animation Régionale

Article RG 26 - Compétitions régionales et classements nationaux

Suivant les activités, les résultats d'une compétition régionale peuvent être utilisés dans le calcul d'un classement national.

Article RG 27 - Manifestations régionales

Chaque Comité régional est chargé de coordonner la mise en place de l'animation sportive sur son territoire. A ce titre, il veille à l'organisation d'une animation dans les différentes activités gérées par la FFCK et pour tous les publics conformément à la politique sportive fédérale. Les tarifs de l'inscription sur une manifestation régionale sont définis par le Comité Régional.

Article RG 28 - Les Championnats régionaux

Un Comité Régional peut organiser son Championnat régional dans une autre région. Ce Championnat peut être spécifique ou commun avec celui du Comité Régional d'accueil. Dans tous les cas, l'accord du Comité Régional d'accueil est obligatoire.

Section 2.1.5 – Animation Interrégionale

Section 2.1.6 – Animation Nationale

RP WAS 23 – Classements Nationaux

Article RP WAS 23.1 - Principe général

L'animation nationale fonctionne en s'appuyant sur un classement national unique prenant en compte les résultats des coupes régionales, des Coupes de France et du Championnat de France. Ce classement permet de répartir les compétiteurs dans les différentes séries du Championnat de France.

Il ne décerne pas de titre. Il est perpétuel ; il ne s'arrête pas en fin de saison.

Article RP WAS 23.2 - Mode de classement

Le classement prend en compte les points des coupes de France des douze derniers mois en ne gardant que les deux meilleures courues sur les trois dernières.

Article RP WAS 23.3 - Répartition et classement pour le Championnat de France

La répartition des tableaux pour le Championnat de France est définie sur la base du classement numérique prenant en compte les deux meilleurs résultats obtenus dans la saison précédant les Championnats de France parmi les compétitions régionales et les compétitions nationales.

Le tableau type "OPEN" est en annexe avec mode de répartition dans les poules et fiches de roulement pour les temps de jugement.

Lors du Championnat de France, le tableau de répartition de la catégorie Open Homme et Dame peut protéger les 16 premiers du classement numérique national qui commencent la compétition au 8ème de finale (32 compétiteurs).

Les tableaux open Homme et Dames disposent d'un repêchage au premier tour.

Article RG 29 - Titre de « Champion de France »

Article RG 29.1 - Définition des épreuves d'un Championnat de France

La liste des épreuves inscrites au programme de chaque Championnat de France est arrêtée annuellement dans les annexes du règlement sportif.

Article RG 29.2 - Attribution du titre de « champion de France »

Le titre de « Champion de France » est attribué pour chaque épreuve inscrite au programme du Championnat de France du moment qu'un participant ou une équipe est classée (sauf cas particulier du Stand Up Paddle). Dans le cas d'un nombre de sélectionnés inférieurs à 5 dans une catégorie du championnat de France, celle-ci sera regroupée avec une autre catégorie (sauf U18).

Chapitre 2.2 : Organisation de la compétition

Article RG 30 - Composition d'un équipage

Dans toutes les compétitions, un équipage peut être composé par des compétiteurs provenant soit du même club, soit de plusieurs clubs selon des modalités précisées dans les règles particulières.

Section 2.2.1 : Le déroulement des compétitions

Voir RP de la commission d'activité concernée

Article RP WAS 24 - Programme

Article RP WAS 24.1 – Informations

Durant toute la durée de la compétition, l'organisateur est tenu de mettre tout en œuvre afin de faciliter l'information à l'attention des concurrents.

Il doit mettre en place des panneaux d'informations complets, comprenant les informations suivantes :

Horaire prévisionnel,
Schéma général de la compétition dans chaque catégorie (type d'éliminatoires, nombre de vagues prises en compte),
Horaire et ordre de course de chaque catégorie,
Additif aux règlements annuels,
Météo du jour et prévisions,
Heures et coefficients des marées du jour,
Zones de surf pouvant représenter des dangers (rochers, courants, etc.),
Composition du comité de compétition,
Schéma indiquant la zone utilisée pour la compétition,
Mise à jour permanente des éliminatoires sur un tableau,
Mise à jour sur tableau des noms des juges impliqués dans l'organisation (répartition des séries).

Article RP WAS 24.2 - Le format des compétitions

Pour les coupes de France et le championnat de France, le format de compétition est imposé par la Commission Nationale d'Activité. L'organisateur doit obligatoirement utiliser les tableaux de répartition fournis dans l'annexe du règlement dans la mesure où le nombre de compétiteurs inscrits en permet l'utilisation.

Pour les compétitions d'un autre niveau, chaque organisateur est libre du format de course.

Néanmoins, il lui appartient, à lui et au comité de compétition, de créer des épreuves significatives où les compétiteurs participent à une réelle confrontation.

Article RP WAS 24.3 - Types d'éliminatoires

Dans les spécimens de tableaux d'éliminations proposés en annexe, l'organisateur utilise ceux qui conviennent à l'épreuve dont il a la charge. Les clés de répartition de la 1ère manche sont dans l'annexe.

Article RP WAS 24.4 - Définition des termes

Manche : Phase d'élimination regroupant une ou plusieurs séries, permettant de constituer la manche suivante.

Série : Unité de base des courses de Waveski-Surfing. Séries de deux à cinq compétiteurs, d'une durée déterminée durant lesquelles les juges notent les figures réalisées par des compétiteurs dans les vagues.

Trials : Tours préliminaires ayant pour objectif de compléter la première manche dans une ou plusieurs catégories.

Eliminatoire simple :

Taux de compétiteurs passant à la manche suivante, limité à 50%,

Pas de repêchage,

Permet une organisation courte,

Donne un classement avec de nombreux ex-æquo,

Peut-être utilisé pour les trials afin de compléter rapidement le tableau initial d'une ou plusieurs catégories,

Finales de classement complémentaire possible à partir de la 2ème manche.

Double élimination :

Schéma d'organisation consistant à opérer des repêchages à 25% ou 50% parmi les perdants,

C'est une méthode efficace pour les concurrents, mais le nombre de manches de repêchage doit être limité, au risque de transformer l'élimination des concurrents d'un type global (figure + physique) à un type d'élimination physique.

Article RP WAS 25 - Les panneaux et signaux sonores

Code utilisé pour le déroulement des séries :

TYPE DE DRAPEAU et signal sonore	SIGNIFICATION
Panneau rouge	Interdiction de surfer et fin d'une série en cours
Panneau vert et signal sonore	La série commence
Panneau jaune ou signal visuel gyrophare	Fin de la série dans 5 mn, les concurrents de la série suivante vont prendre position sur la zone jaune de surf sans gêner les concurrents en course.
Panneau rouge et signal sonore	Fin de la série, les concurrents quittent l'eau, ceux de la série suivante attendent le panneau vert.
Drapeau noir et signal sonore	Urgence : Les concurrents quittent l'eau immédiatement sauf assistance à un compétiteur

Article RP WAS 26 - Les temps de surf

Le temps imparti pour l'épreuve est de 15 à 30 minutes. Toute modification sera validée par le comité de compétition et sera notifiée sur les instructions de course.

Article RP WAS 27 - Échauffement et entrée en course

L'échauffement des compétiteurs se fait en dehors de la zone de course mais sans porter le maillot de compétiteur. La mise à l'eau des compétiteurs se fait dans la zone de surf, 5 minutes avant le début de la série.

Chaque compétiteur porte un dossard de couleur distinctive (voir attribution des couleurs sur le tableau).

Article RP WAS 28 - Les couleurs de maillot

Les couleurs de maillot pouvant être utilisées sont :

ROUGE	JAUNE	BLEU	BLANC	NOIR	ORANGE	VERT
R	J	Bl	Bc	N	O	V

Au sein de chaque série, les compétiteurs doivent porter un maillot de couleur différente.

Article RP WAS 29 - Les modifications possibles pendant l'épreuve

Ces modifications doivent être indiquées aux compétiteurs via le tableau d'information et la sonorisation

- Lieu du déroulement de l'épreuve,
- Avance ou retard des séries ou manches,
- Modification de la durée des séries,
- Série spéciale ex-æquo ou séries à recourir,

- Matériel de sécurité,
- Annulation d'une ou plusieurs séries,
- Annulation de la course.

Ces décisions sont prises par le comité de compétition.

Section 2.2.2 : Les règles particulières à l'activité

Article RP WAS 30 - Le jugement

Comme toute discipline de précision et d'expression corporelle, la cotation de la performance en surf se fait par des juges. Le compétiteur doit choisir la ou les plus belles vagues et donc effectuer des manœuvres qui dépendent de cette vague et de sa position sur celle-ci. L'harmonie et la cohérence entre le comportement du surfeur et l'évolution de la vague sont appréciées par les juges.

Article RP WAS 31 - Zone de surf et jugement

Tout compétiteur qui débute son surf dans la zone de surf et sort des limites de celle-ci est jugé.

Sous-section 2.2.2 : Les manœuvres

Article RP WAS 32 – Objectif des manœuvres

LES CRITERES DE JUGEMENT

Pour les gratifier de bonnes notes, les juges attendent des compétiteurs:

- Qu'au plan technique leurs manœuvres respectent au mieux les critères de jugement en vigueur.
- Qu'au plan marin, ils sélectionnent les vagues qui offrent le plus fort potentiel de points.

Les critères de jugement sont les suivants :

«Le surfeur devra exécuter des manœuvres radicales contrôlées, dans la section la plus critique de la vague avec vitesse, puissance et flow (fluidité) pour optimiser au maximum son potentiel de points. Le surf innovant et évolutif, tout comme la variété du répertoire technique (manœuvres), devront être pris en compte au moment de récompenser les vagues surfées. Le surfeur qui respecte ces critères, en affichant sur les vagues le plus haut degré de difficulté et d'engagement, sera gratifié des scores les plus élevés ».

Article RP WAS 33 - Les manœuvres : définitions

Article RP WAS 33.1 - Manœuvres radicales contrôlées

Une MANŒUVRE RADICALE se différencie d'une autre manœuvre par :

- Son degré d'engagement, le niveau de sa prise de risque, son degré de difficulté.
- L'endroit où elle est exécutée :

L'endroit à privilégier sera la section la plus critique de la vague, la plus proche du point de déferlement.

Article RP WAS 33.2 Le Controle

Le CONTROLE précise les limites de la RADICALITE. Il doit exclure les déséquilibres, gommer les mouvements parasites et surtout mettre l'accent sur la FIABILITE des MANŒUVRES qui pour être prises en compte par la notation doivent être TOTALEMENT EXECUTEES. Une manœuvre exécutée à 90% et terminée par une chute ne sera pas notée. Toutefois dans le cadre d'un tube profond le surfer qui sort du tube mais qui chute à la sortie sera pénalisé pour manque de contrôle, mais son surf dans le tube sera valorisé.

Article RP WAS 33.3 La vitesse

La VITESSE amène d'indéniables bonus dans tous les secteurs. Une vitesse intense et soutenue va permettre de :

- Corser l'explosivité des manœuvres
- D'exacerber le degré d'engagement
- D'étoffer l'amplitude de l'exploitation verticale et horizontale de la vague
- D'accélérer le rythme de l'enchaînement
- De stabiliser le contrôle
- De rallonger la distance fonctionnelle
- D'offrir la possibilité de multiplier le nombre de manœuvres
- De globaliser, de structurer le traitement de la vague (notion de FLOW).

Article RP WAS 33.4 Le FLOW (fluidité)

C'est une notion nouvelle. Le flow a remplacé le style jugé trop subjectif. C'est la fluidité du surfeur développée entre et pendant l'exécution des manœuvres. Le surfeur doit sortir d'un virage avec plus de vitesse qu'à son arrivée. Il y a ici une notion de fonctionnalité : les manœuvres choisies sont-elles bien choisies en fonction du timing de la vague. Le flow, c'est également la transition entre les manœuvres suivant les différentes parties de la vague (creuse, molle). Le surfeur doit utiliser les rails de la planche pour passer des sections

Article RP WAS 33.5 Le SURF INNOVANT:

Il est encouragé de façon résolue par ce qu'il permet :

- D'exacerber la notion d'engagement en fuyant la routine du déjà su,
- De booster la créativité par la même d'enrichir le répertoire technique,
- D'investir au maximum l'espace proposé par la vague en tentant même parfois de le dépasser (aerials, 360° air reverse...).

Cependant, les juges veilleront attentivement à ce que le surf innovant se mette impérativement au service du traitement de la vague, s'y intègre, qu'en aucun cas il ne perturbe la continuité ou il n'altère le FLOW, (fluidité).

Article RP WAS 34- Le début du surf

Le spotter annonce "Surf " du ou des concurrent(s) à partir du moment où la vitesse acquise (par la pente) de la vague suffit à faire glisser le Waveski-Surfing sans action de pagaie. (Il n'est pas pour autant interdit de pagayer).

Article RP WAS 35 - La continuité du surf

Une chute consécutive à une figure "non finie ou réussie", elle-même suivie d'un esquimautage permettant la continuité du surf n'est ni pénalisante, ni notée mais permet la suite de la notation du surf.

Article RP WAS 36 - La fin de vague

La chute provoquant la sortie de la vague ou la fin de surf volontaire détermine la fin du surf et de la notation.

Article RP WAS 37 - Implication des concurrents

Dans un but pédagogique, et uniquement dans les séries précédant les demi-finales, des concurrents désignés par le Juge Arbitre, prennent part au jugement en officiant deux séries avant la leur.

Ces informations doivent apparaître sur le tableau officiel.

Tout manquement à ces temps de jugement entraîne pour l'athlète la disqualification de la compétition.

Exemple : Manche 1 - Table Open

La série 4 juge la série 1,

La série 5 juge la série 2,

La série 1 juge la série 7,

La série 2 juge la série 8.

Article RP WAS 38 - La notation - Définition

Selon le style et les figures dans la vague, chaque juge note de façon indépendante les actions de surf des concurrents, en référence aux critères de notation.

Article RP WAS 38.1 - Le barème de notation

Chaque vague est notée de 0 à 10.

EXCELLENT	de 8 à 10
BON	de 6 à 7,9
MOYEN	de 4 à 5,9
PASSABLE	de 2 à 3,9
MAUVAIS	de 0,1 à 1,9

Article RP WAS 38.2 - Processus pour établir le classement de la série

Mode de Calcul avec Logiciel de Jugement

Etape A	Notes de juges
Etape B	Moyenne de notes pour chaque vague surfée (effectuée par le logiciel)
Etape C	Classement effectué par le logiciel. Egalités traitées en prenant la meilleure vague ou le cas échéant la 3 ^{ème} meilleure.

Mode de Calcul "Papier" (sans utilisation de logiciel de jugement)

Etape A	Notes de juges
Etape B	Prise en compte de l'addition des X meilleures notes (selon le nombre déterminé par le comité de compétition avant l'épreuve)
Etape C	Classement sur chaque fiche de jugement
Etape D	Compilation des classements des fiches de jugement
Etape E	Si ex-æquo : prise en compte des 4 meilleures notes moins une (toujours la plus faible) si égalité dans une série entre deux concurrents, prendre la meilleure note pour déterminer la première place. Si ce n'est pas possible, nous prenons la note de la 3 ^{ème} vague.

Exemple :

Une série se passe sur 2 vagues :

Compétiteur	B	V
1 ^{ère} vague	5,5	4,5
2 ^{ème} vague	3,5	4,5
TOTAL	9	9

Il y a égalité, on les départage sur le total des 3 meilleures vagues :

Compétiteur	B	V
1 ^{ère} vague	5,5	4,5
2 ^{ème} vague	3,5	4,5
3 ^{ème} vague	3,5	4,5
Total	11,5	11

Le compétiteur B a gagné, V est perdant.

Sous-section 2.1 Les figures

Article RP WAS 39 - Principe de réalisation des figures

Les figures suivantes sont basées sur les meilleures techniques en Waveski-Surfing. Il est très important de réaliser chaque fois ces figures aussi clairement que possible pour faciliter le jugement des juges. En rappelant la règle essentielle de priorité "au surfeur le plus près du déferlement de la vague", tout autre se voyant automatiquement pénalisé.

Les figures doivent être les plus radicales, fonctionnelles et contrôlées possible, avec la plus grande vitesse et puissance, à l'endroit le plus critique de la vague, sur la plus belle ou la plus grosse vague et sur la plus longue distance possible.

Article RP WAS 40 - Définition des figures

Les figures en vigueur sont publiées annuellement dans une annexe au règlement sportif.

Sous-section 2.3 Les règles de priorité

Article RP WAS 41 - Principes

En compétition, la priorité est déterminée selon les différentes conditions de navigation et de vagues qui sont regroupées dans différentes catégories ci-dessous. Dans tous les cas, il faut considérer qu'il y a deux compétiteurs ou plus, tentant de démarrer sur une même vague.

Article RP WAS 42 - Légende des illustrations

Le compétiteur en infraction est noté avec un triangle.

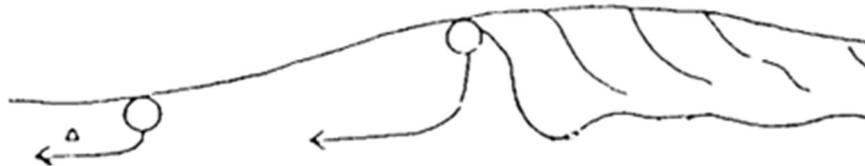
Les lignes pointillées indiquent une action de pagayage.

Article RP WAS 43 - Point Break

Quand il y a une seule direction de surf possible, quelle que soit la vague, le compétiteur à l'intérieur et premier sur la vague, a la priorité absolue pour toute la durée du déferlement.

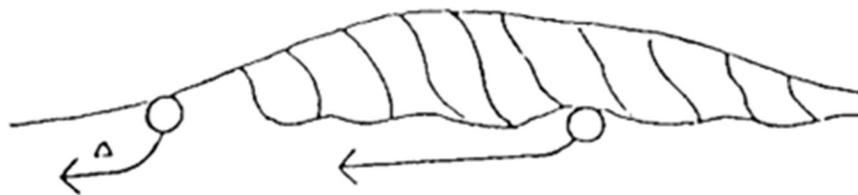
Aucun autre compétiteur ne peut démarrer sur cette vague tant que le compétiteur prioritaire est encore en action de surf, quelle que soit la distance les séparant.

A B



Pénalité pour B qui passe dans la zone de surf de A

B A

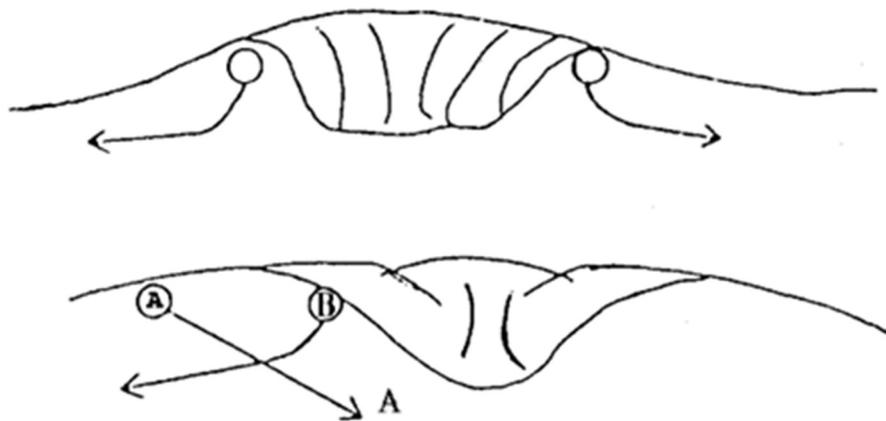


Pénalité pour B quelle que soit la longueur de la section

Article RP WAS 44 - One Peak Break

Quand il y a un pic unique, bien défini avec une droite et une gauche, le compétiteur le plus à l'intérieur (le plus près du pic) a la priorité absolue pour la durée de la vague, dans la direction qu'il a choisie.

Un second compétiteur peut prendre la même vague dans la direction opposée sans encourir de pénalité, sous condition qu'il n'interfère pas sur le premier compétiteur, qu'il ne lui coupe pas la route pour regagner l'autre côté du déferlement.



Les deux compétiteurs peuvent prendre la vague

Les deux

A gêne B

Article RP WAS 45 - Beach Break

Avec une houle à pics multiples, la possession de la vague varie d'une vague à l'autre. Sur un même pic, les règles énoncées ci-dessus s'appliquent.

Cependant peut se présenter le cas où une vague a deux pics bien définis, à une certaine distance.

Dans le cas où ces deux pics viennent à se rencontrer, est prioritaire le compétiteur le premier "Up and Riding", le premier à être en action de surf, le second doit laisser le champ libre.



Le premier en haut de la vague a la priorité

Article RP WAS 59 - Conditions spécifiques 1

Dans le cas où sur une même vague, les deux pics ne se rencontrent pas, deux compétiteurs peuvent évoluer sur chaque déferlement mais ils ne doivent en aucun cas se rencontrer.



Pics séparés aucune gêne occasionnée

Article RP WAS 46 - Conditions spécifiques 2

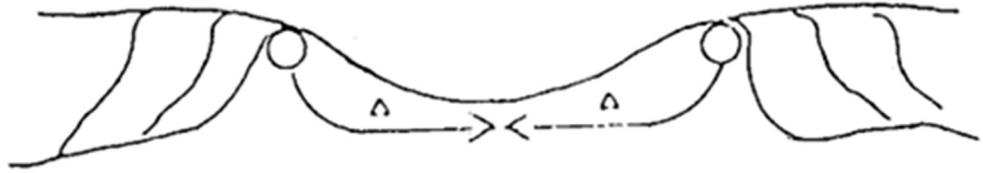
Dans le cas exceptionnel où deux compétiteurs sont "Up and Riding" en action sur deux pics séparés qui éventuellement se rencontrent, alors s'ils se croisent sans qu'aucun des deux ne soit gêné, les juges peuvent faire le choix de n'en pénaliser aucun.

Cependant, en cas de gêne ou de collision au croisement des deux trajectoires, les juges pénalisent celui des deux qu'ils considèrent comme l'agresseur au moment du contact.



Les deux compétiteurs sont sur le haut des vagues en même temps – Pas de contact – Pas de gêne.

Si aucun des deux n'essaie de laisser le passage, la responsabilité des deux est engagée dans la collision et les juges peuvent prendre l'option d'inscrire une double interférence.



Les deux compétiteurs sont sur le haut des vagues en même temps – Contact – Les deux peuvent se gêner

Article RP WAS 47 - Pics qui ne se rencontrent pas

Dans le cas où un swell a deux pics séparés qui ne se rencontrent pas à cause d'un channel bien défini entre eux, alors deux compétiteurs peuvent surfer dans la même direction à la condition qu'aucune connexion de mousse ne s'établisse. Si cette connexion se fait et que le compétiteur à l'intérieur rejoint la section de son concurrent, le compétiteur outside est en infraction.



Double pic de vagues (séparés par un chenal) – Les deux compétiteurs vont dans la même direction



Les deux pics se sont rejoints – Pénalité pour A

Article RP WAS 48 - Snaking

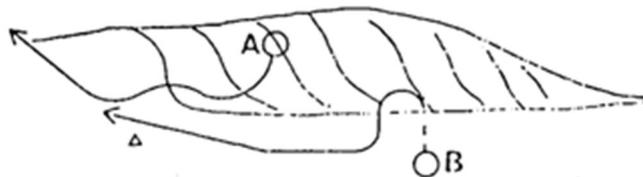
Quand un compétiteur a une position prioritaire établie selon les règles ci-dessus, il la détient pour toute la durée de son surf, même si un autre compétiteur démarre derrière lui dans la mousse.



A est prioritaire

Article RP WAS 49 - Gêne

Si les juges estiment que le second surfeur a gêné le premier en l'obligeant à s'écarter, à perdre sa vague, ils donnent la pénalité au second compétiteur, même s'il est derrière.



Pénalité pour B qui slalome (dans la zone de A)

Article RP WAS 50 - Notation des deux compétiteurs

Cependant, s'ils jugent qu'il n'y a pas eu gêne, les juges peuvent négliger la pénalité et noter les deux compétiteurs.



Pas de gêne - Pas de pénalité

Article RP WAS 51 - Pas de Pic

Quelques conditions marginales de surf (petites vagues, tempête...) rendent quasiment impossible pour les Juges, l'attribution de la priorité selon les critères classiques. Dans quelques cas, deux compétiteurs peuvent être autorisés à surfer une même direction **SI ET SEULEMENT SI TOUS** les critères suivants sont respectés :

Le positionnement,

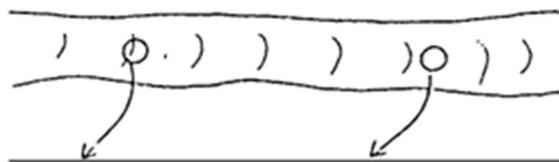
Le compétiteur placé dans la direction choisie, doit avoir démarré avant ou dans le même temps que celui derrière mais pas après.



A part en même temps que B

Article RP WAS 51.1 - La mousse

Il doit y avoir une section de mousse séparant les deux compétiteurs au take off.



Article RP WAS 51.2 - L'interférence

Le compétiteur outside ne doit pas violer la longueur maximale possible de surf du second compétiteur.



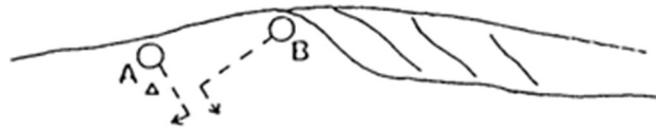
Pénalité pour A car il est devant B qui est passé sur le point de Take Off de A

C'est déterminé par le passage ou non du second compétiteur au point de take off du premier. Si le compétiteur de derrière passe ce point en action de surf, alors le compétiteur de devant est en infraction s'il est toujours lui aussi en action de surf.

Article RP WAS 52 - Interférence de pagayage

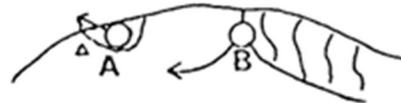
Un compétiteur qui a la position intérieure, ne doit pas être gêné par un autre compétiteur pagayant pour la même vague. Les interférences sont effectives si le compétiteur en infraction :

Provoque un contact ou force le compétiteur à l'intérieur à changer de direction pour prendre la vague.



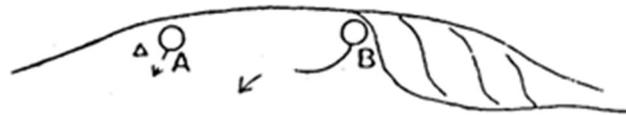
Pénalité pour A qui provoque la collision et oblige B à modifier sa trajectoire

Fait objectivement tomber une section de mousse, qui naturellement ne serait pas tombée, devant le compétiteur prioritaire.



Pénalité pour A qui provoque la chute de la section de mousse devant B

Continue à pagayer alors que le compétiteur prioritaire est "up and riding" en action de surf.



Pénalité pour A qui continue à pagayer alors que B est en action de surf (Up and Riding)

Article RP WAS 53 - Les collisions en pagayant

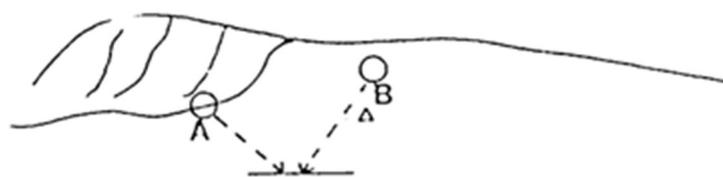
Dans le cas où les deux compétiteurs pagaient pour démarrer sur une même vague, avec le désir d'aller dans des directions opposées, un des deux doit céder la priorité. Le rôle essentiel des juges est de déterminer si la vague est plutôt une droite ou une gauche. Le compétiteur pour lequel on estime qu'il n'est pas dans la bonne direction, est pénalisé par une interférence même si aucun des deux ne peut démarrer sur la vague.

Réciproquement, le compétiteur pour lequel on estime qu'il détient la priorité, n'est pas pénalisé s'il ne prend pas la vague, alors que son pagayage peut gêner son concurrent.

C'est aussi le cas :

- Si les compétiteurs s'entrechoquent en pagayant sur une même vague,
- Si vu la nature de la vague, les juges ne peuvent attribuer la priorité avec certitude,
- Si dans l'opinion des juges, les deux compétiteurs sont responsables à égalité du contact,

Les juges peuvent inscrire une double interférence.



Pénalité pour B qui bloque la priorité de A

Si à n'importe quel moment, il y a un contact entre deux compétiteurs pagayant, une pénalité doit être inscrite à l'un ou aux deux compétiteurs.

Article RP WAS 68 - Conviction des juges

Dans tous les cas où deux compétiteurs s'entrechoquent ou se gênent en surfant dans des directions opposées (que ce soit en pagayant ou en surfant), la décision des juges se base uniquement sur leur conviction que la vague est plutôt une droite ou une gauche, et sur la priorité qui en découle. En cas de litige, c'est le chef-juge qui prend la décision finale.

Section 2.2.2 : Les règles particulières à l'activité

Voir RP de la commission d'activité concernée

Section 2.2.3 : Les irrégularités

Voir RP de la commission d'activité concernée

Section 2.2.4 : Les sanctions qui en découlent

Voir RP de la commission d'activité concernée

Section 2.2.5 : Les résultats

Voir RP de la commission d'activité concernée

Article RP WAS 69 - Publication des résultats

Les résultats officiels de chaque compétition seront mis en ligne sur le site web de la FFCK dans un délai maximum de 48 heures suivant la fin de la compétition.

Chapitre 2.3 : L'organisation administrative

Section 2.3.1 : Le déroulement des compétitions

Article RG 31 - Principe général d'accès aux compétitions

Les compétitions inscrites au calendrier des Commissions Nationales d'Activités ne sont ouvertes qu'aux compétiteurs licenciés à la FFCK.

Une inscription n'est effective que lorsque le compétiteur ou sa structure d'appartenance, a respecté les règles d'inscription

Le compétiteur s'engage à se soumettre à tout contrôle anti-dopage, à pouvoir apporter une preuve de son identité et à respecter le Règlement Sportif Fédéral

L'organisateur d'une compétition veille à ce que tous les participants inscrits à la manifestation soient en possession au minimum :

- D'une licence Fédérale Annuelle de compétition en cours de validité,
- D'un niveau de "Pagaie Couleur" adapté à la réglementation en vigueur (RG 32),
- Du certificat médical ou du QS Sport dont les conditions d'obtention sont définies dans l'annexe 10 du règlement intérieur de la FFCK.

Article RG 32 - Principe des "Pagaies Couleurs" dans les compétitions

Pour participer à une compétition de niveau régional, le compétiteur doit être en possession, au moins, de la « pagaie jaune de l'embarcation ». Pour participer à une manifestation de

niveau interrégional ou national, le compétiteur doit être en possession, au moins, de la « Pagaie verte de la Discipline ».

Pour le Dragon Boat, le pagayeur n'a pas besoin d'être en possession d'un niveau « pagaie couleur ». Seul le barreur doit être en possession, au moins, de la « Pagaie Bleue de la Discipline ».

Article RG 33 - Passerelle interactivités facilitant l'accès aux Championnats de France et aux animations nationales

Un compétiteur inscrit sur la liste ministérielle des sportifs de haut-niveau pour la saison en cours peut demander à participer à une compétition de sélection au Championnat de France ou directement au Championnat de France dans une autre activité auprès du président de Commission Nationale d'Activité concernée.

Afin de faciliter la participation à plusieurs activités dans le but d'encourager la polyvalence, en particulier chez les jeunes, une demande similaire peut être faite par tout compétiteur justifiant d'un niveau reconnu dans une activité (niveau de pagaie couleur ou d'une position au classement numérique) sans certitude d'acceptation de la demande.

La C.N.A concernée notifie sa décision au compétiteur.

Article RG 34 - Droits d'inscription

Pour les compétitions nationales et interrégionales, le montant des droits d'inscription est fixé annuellement par les Commissions Nationales d'Activités dans leurs annexes. Pour les compétitions régionales, le montant des droits d'inscription est fixé par le Comité régional.

Les droits d'inscription peuvent être majorés en cas d'inscription tardive, modification tardive ou de non présentation au départ de la compétition pour chaque compétiteur ou équipage. Les différentes conditions de majorations sont fixées annuellement dans les annexes des Règlements Sportifs.

Section 2.3.2 : Inscription pour compétiteur étranger ou candidat à un examen

Article RG 35 - Participation à une compétition de la FFCK d'un compétiteur étranger licencié à la FFCK

Un athlète étranger licencié à la FFCK peut participer aux compétitions de l'animation nationale et accéder au podium d'un championnat (national, interrégional, régional ou départemental), à la condition de respecter les principes de sélections et les conditions de participations définies par les articles de règlement, précédents.

Article RG 36 - Participation de compétiteurs étrangers non licenciés FFCK

Un athlète étranger non licencié à la FFCK, peut participer en tant qu'invité à toutes les compétitions de l'animation nationale, sous réserve de l'acceptation par l'organisateur et le président de la Commission Nationale d'Activité. Sa participation à la compétition se fait dans la catégorie invitée et son résultat n'est pas pris en compte dans le classement national. Les organisateurs doivent veiller à informer systématiquement le compétiteur de ses obligations en matière d'assurance et lui délivrer une Carte Fédérale « un jour option Compétition », par jour de compétition. Lors de l'inscription, le compétiteur doit présenter, un justificatif d'identité, un certificat d'absence de contre-indication à la pratique du sport ou de la discipline concernée en compétition datant de moins d'un an et attester que son niveau de pratique correspond aux exigences de la compétition.

Article RG 37 - Participation d'un candidat à un examen

Le candidat à un examen ou concours organisé sous l'autorité de l'Etat et nécessitant une performance, peut participer à une compétition officielle sur invitation et sans obligation de sélection préalable. Sa participation à la compétition se fait en tant qu'invité avec la mention "Candidat examen" et son résultat n'est pas pris en compte dans le classement national. L'inscription à la compétition doit être réalisée dans les délais prévus par le Règlement Particulier, dans les mêmes modalités que les autres concurrents. Dans ce cadre, l'organisateur veillera à ce que le candidat à un examen respecte les obligations opposables à tout compétiteur (article RG 38) avec les adaptations suivantes :

- A défaut de posséder une Carte Fédérale Annuelle, l'organisateur peut délivrer une Carte Fédérale « un jour » Compétition Open au candidat,
- A défaut de pouvoir justifier du niveau requis de "Pagaies Couleurs", le candidat doit fournir une attestation de niveau de pratique délivrée par un cadre certificateur "Pagaies Couleurs".

Section 2.3.3 : Les Règles de surclassement

Article RG 38 - Surclassement médical

Les compétiteurs peuvent participer à des épreuves ne correspondant pas à leur catégorie d'âge, à condition d'obtenir une autorisation de surclassement pour l'épreuve concernée, pour l'année en cours.

Le surclassement permet à certains jeunes qui présentent des aptitudes physiques et physiologiques supérieures à la moyenne de leur âge d'évoluer dans une catégorie d'âge supérieur. Sur demande des parents et de l'entraîneur, après examen médical, le surclassement est validé ou non, par le Président de la Commission Nationale Médicale. Un dossier de surclassement est à constituer pour un vétéran qui souhaiterait participer à une compétition en catégorie senior.

La procédure de surclassement est expliquée dans l'Annexe 3 du Règlement Intérieur de la Fédération (Règlement Médical Fédéral), consultable sur le site de la FFCK dans les textes officiels.

Article RP 55 - Règles de surclassement spécifiques à la discipline

Section 2.3.4 : Les Manifestations de Loisir

Article RG 39 - Différence entre une compétition et une manifestation de loisir

Une compétition est une manifestation dans laquelle, sont édités des résultats avec un classement en fonction d'une place ou d'un temps réalisé.

Une Manifestation de Loisir se fait sans édition de résultat ni classement. La Carte Annuelle Fédérale Compétition n'est donc pas obligatoire. Les Cartes Fédérales Individuelles et de toutes temporalités (annuelle, trimestrielle ou journalière) permettent d'y participer. Le certificat médical de pratique sportive ou de Canoë Kayak en compétition n'est pas obligatoire. Il est conseillé se reporter à l'Annexe 10 du Règlement Intérieur de la FFCK.

Les Règlements Sportifs ne s'appliquent pas aux Manifestations de Loisir.

PARTIE 3 : LE CADRE GÉNÉRAL

Chapitre 3.1 : L'élaboration des règlements nationaux

Section 3.1.1 : Introduction

Article RG 40 - Le cadre légal des règlements sportifs

Les règlements sportifs édictés par la FFCK concernent :

- Les règles du jeu applicables à l'activité sportive concernée,
- Les règles d'établissement d'un classement national des sportifs, individuellement ou par équipe,
- Les règles d'organisation et de déroulement des compétitions ou épreuves aboutissant au classement national,
- Les règles de délivrance des titres de Champion de France,
- Les règles d'accès et de participation des sportifs, individuellement ou par équipe, à ces compétitions et épreuves.

Article RG 41 - Application des Règles Générales

Les articles des règles générales sont applicables à toutes les activités sportives pratiquées en compétition.

Les points non prévus et/ou complémentaires figurent dans chacun des règlements sportifs particuliers et dans les annexes spécifiques à chaque activité.

Section 3.1.2 : Architecture du Règlement

Article RG 42 - Architecture des règlements sportifs

Un règlement sportif est rédigé pour chaque activité gérée par la FFCK. Les règlements sportifs sont constitués de règles générales, d'un règlement particulier spécifique à chaque activité et d'annexes.

Ce Règlement Sportif est validé pour 4 années de 2023 à 2026 sous réserves de non-modification du règlement international et de cas de forces majeure en excluant le slalom Xtrem en pleine évolution.

Seules, les Annexes au Règlement sportif pourront être modifiées chaque année.

Article RG 42.1 Les Règles Générales

Les règles générales sont identiques pour les différentes activités. On les retrouve dans chacun des règlements sportifs.

Les règles générales sont :

- a. Elaborées par la Commission Sportive,
- b. Validées par le Bureau Exécutif,
- c. Adoptées par le Conseil Fédéral qui en définit la date d'entrée en vigueur.

La Commission Sportive étudie les révisions nécessaires des règles générales après accord du Conseil Fédéral.

Article RG 42.2 Le Règlement Particulier

Le règlement particulier est spécifique à chaque activité. Il est :

- a. Elaboré par la Commission Nationale d'Activité concernée et la Commission Nationale des Juges et Arbitres,
- b. Diffusé, pour avis, à la Commission Sportive,
- c. Validé par le Bureau Exécutif,

d. Adopté par le Conseil Fédéral qui en définit la date d'entrée en vigueur.

La Commission Nationale d'Activité concernée et la Commission Nationale des Juges et Arbitres étudient les révisions nécessaires du règlement particulier après accord du Conseil Fédéral.

Article RG 42.3 Les Annexes

Les annexes sont :

- a. a. Elaborées par la Commission Nationale d'Activité concernée et la Commission Nationale des Juges et Arbitres,
- b. Adoptées par le Bureau Exécutif qui en définit la date d'entrée en vigueur.

Ces annexes peuvent préciser notamment les éléments suivants :

- Les grilles de répartition des départs ou des lignes d'eau,
- Les systèmes (schémas) de jeux, de poules et de Championnats,
- Les définitions des drapeaux de signalisations de compétitions,
- Les signaux d'arbitre (schémas),
- Les définitions et valeurs des figures techniques (schémas),
- Le tableau de notation des figures,
- Le bordereau d'engagement,
- Les droits d'inscriptions,
- Les quotas et points du classement national ou d'épreuves, pour l'accession aux Championnats de France et finales nationales ou interrégionales.

Article RG 43 - Règle pour les Départements et des Territoires d'Outremer

Pour les compétiteurs des Départements et des Territoires d'Outremer, la sélection est réalisée sur place et sous la responsabilité du cadre technique et du Président du Comité Régional. Chaque règlement particulier peut faire référence à des modalités particulières concernant les Départements et Territoires d'Outremer pour les modalités d'inscriptions ou la réalisation d'équipes régionaux.

Chapitre 3.2 : Les Commissions Nationales d'Activité

Section 3.2.1 : Le Fonctionnement des Commissions

Article RG 44 - Attribution des Commissions Nationales d'Activité

Le rôle et les missions des Commissions Nationales d'Activités sont précisés dans l'annexe 2 du règlement intérieur de la FFCK.

Article RG 45 - Territorialité

Chaque Commission Nationale d'Activité est chargée d'organiser la pratique sportive de son activité sur le territoire national et peut éventuellement mettre en place des animations interrégionales. Elle est chargée d'organiser le Championnat de France de la discipline, conformément à son projet d'Animation Nationale.

Chaque Comité régional se doit de coordonner la pratique sportive de chacune des activités de la FFCK en fonction des potentialités de son territoire et des opportunités de développement.

Chaque territoire fait l'objet d'une animation propre, conformément au présent règlement, permettant :

- L'animation dans ces territoires et les classements qui en résultent,
- L'accession éventuelle à un niveau supérieur,

- L'attribution de titres correspondant au dit territoire.

Article RG 46 - Précisions communes

Chaque Commission Nationale d'Activité définit les modalités d'accès aux différents niveaux d'animation de l'activité ainsi que les critères de participation au Championnat de France pour les activités concernées.

Chaque Commission Nationale d'Activité (excepté pour les activités Kayak- Polo, de Rafting et Dragon-Boat) est chargée de réaliser un classement national individuel numérique de tous les compétiteurs de l'activité évoluant au minimum dans les niveaux d'animation interrégional et national. Les quotas et les limites de points, relatifs aux compétitions qui le nécessitent, sont définis par les Commissions Nationales d'Activité.

Section 3.2.2 : Le Calendrier des Commissions Nationales d'Activité

Article RG 47 - Préambule du calendrier des Commissions Nationales d'Activité

Le calendrier des Commissions Nationales d'Activités comprend toutes les manifestations, nationales, interrégionales, régionales qui les concernent organisées en métropole et dans les Départements et Territoires d'Outremer sous l'égide de la FFCK. Le calendrier fédéral est constitué à partir du calendrier national et du calendrier régional. Il réserve des week-ends dédiés aux animations ou manifestations régionales pendant lesquels il n'y aura pas d'animations nationales et interrégionales. Le calendrier national est établi par la Commission Sportive et validé par le Bureau Exécutif. Le projet de calendrier fédéral de la saison N est publié au cours de l'année N-1 sur proposition de la Commission Sportive après validation par le Bureau Exécutif afin de permettre la publication du calendrier à l'automne de l'année N-1.

Article RG 48 - Avis du Comité Régional pour l'inscription d'une manifestation au calendrier fédéral

Par sa validation lors de l'inscription au calendrier fédéral, le Comité Régional donne un avis sur l'organisation.

Article RG 49 - Règles de modification du calendrier des animations nationales

A partir de la parution officielle du calendrier des Commissions Nationales d'Activités, la date et le lieu d'une compétition interrégionale ou nationale ne peuvent plus changer, sauf cas de force majeure entraînant l'impossibilité de l'organiser. Doit être considéré comme un cas de force majeure (énumération exhaustive) :

- Un changement au niveau du calendrier international,
- Une décision du Bureau Exécutif,
- Les conditions météorologiques et hydrauliques,
- Une décision d'une administration officielle.

Dans le cas du report (date et/ou lieu) du Championnat de France, le Bureau Exécutif est chargé de valider la solution proposée par la Commission Nationale d'Activité concernée. Pour les autres compétitions, le membre du Bureau Exécutif en charge de la Commission Sportive est chargé de valider la solution proposée par la Commission Nationale d'Activité concernée.

Chapitre 3.3 : Les compétitions de sélection des équipes de France

RG 50 - Les épreuves de sélection des Equipes de France

Certaines épreuves de sélection des Equipes de France peuvent s'appuyer sur des manifestations ou compétitions inscrites au calendrier national. Elles peuvent donner lieu à des aménagements sur demande de la Direction Technique Nationale en accord avec la Commission Nationale d'Activité et l'organisateur.

RG 51 - Les Règlements de ces compétitions de sélection

Les Règlements de ces compétitions de sélection sont de la responsabilité de la Direction Technique Nationale et ne rentrent pas dans le cadre de ces Règlement Sportifs pour l'Animation Nationale. Un règlement spécifique leur est dévolu.

Chapitre 3.4 : Les Compétitions Internationales

RG 52 - Attribution et règlement des compétitions internationales

Les compétitions internationales (NIVEAU 1 « Grands Evénements Sportifs », Jeux Olympiques, Jeux Mondiaux, Championnat du Monde, Championnat d'Europe et Jeux régionaux ou continentaux, NIVEAU 2 « Coupe du Monde », NIVEAU 3 « Compétitions internationales comptant pour un classement mondial ou européen », Compétitions « ECA Cup », Compétition « ICF Ranking », Championnat d'Europe des clubs) entrent dans le cadre des règlements d'une instance internationale¹ et délivrent des titres. Elles sont prévues au calendrier annuel d'une instance internationale et soumises à leur règlementation. Les modalités d'attribution de l'organisation, le choix des sites, de la date et les règlements spécifiques ne sont pas prévus dans le présent règlement. Elles dépendent de l'instance internationale concernée.

RG 53 - Participation des Equipes de France

La participation aux compétitions internationales décrites au RG 59 est exclusivement réservée à l'Equipe de France ou à une délégation française validée par le DTN sur proposition du Directeur des Equipes de France. L'inscription est réalisée par le siège fédéral.

RG 54 - Participation à une compétition internationale

Tout athlète licencié à la FFCK, souhaitant représenter la France dans une compétition inscrite au calendrier international, doit demander l'autorisation à la FFCK.

PARTENAIRES INSTITUTIONNELS



PARTENAIRE PRINCIPAL



PARTENAIRES MAJEURS



PARTENAIRES TECHNIQUES



Contacts : partenariat@ffck.org